

# De la presse écrite à internet

## Opinion, débat public et transformation des modes d'énonciation

**Marc Lits**

DANS **SOCIÉTÉS & REPRÉSENTATIONS 2000/2 N° 9**, PAGES 87 À 104  
ÉDITIONS **ÉDITIONS DE LA SORBONNE**

ISSN 1262-2966

DOI 10.3917/sr.009.0087

Date de mise en ligne : 01/01/2018

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-societes-et-representations-2000-2-page-87?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Éditions de la Sorbonne.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International (CC BY-NC-ND 4.0)



# DE LA PRESSE ÉCRITE À INTERNET.

---

## OPINION, DÉBAT PUBLIC ET TRANSFORMATION DES MODES D'ÉNONCIATION

*par Marc Lits*

La presse écrite est perçue dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, alors que surgissent les premières mises en cause du pouvoir absolu, comme une presse d'opinion, destinée à la création d'un espace public. En effet, l'opinion ne se construit plus seulement à travers la discussion des idées véhiculées par les nouveaux livres, mais, progressivement, par le débat imprimé dans les colonnes des gazettes. Le principe de publicité repose sur un échange raisonné procédant essentiellement d'une presse écrite, presse pour laquelle l'objectivité journalistique est encore loin de constituer une valeur cardinale. Face au pouvoir fondé sur le droit divin, le pouvoir de la presse se construit dans l'interaction avec un public bourgeois, à la fois son lecteur et son informateur, et réside autant sinon davantage dans sa capacité à entretenir le débat que dans la diffusion d'informations sur les événements du moment.

L'affirmation progressive du nouveau pouvoir de la bourgeoisie passe donc par la conquête d'un espace médiatique dont la position centrale est occupée par la presse écrite. La bourgeoisie utilise cet espace de médiation pour former une opinion publique opposée aux pouvoirs constitués de droit divin, mais qui ne recouvre pas les opinions de la totalité de la population puisque le peuple en est exclu, entre autres parce qu'il ne maîtrise pas l'outil de la lecture. Et lorsque les médias seront accessibles au plus grand nombre, la bourgeoisie alors s'en défiera, considérant qu'ils deviennent le lieu d'expression soit de la médiocrité, soit de la manipulation idéologique.

Sans rouvrir ici la discussion sur la notion d'espace public, et sur le rôle de plus en plus restreint de la presse dans la construction d'une opinion publique, on peut néanmoins en retenir quelques observations sur les rapports entre presse écrite et opinion. La première porte sur le lien étroit qui existe, dès l'origine, entre ces deux éléments. La question de l'objectivité ne devient un enjeu central de la presse écrite qu'au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, comme le rappelle Daniel Cornu :

L'objectivité n'était pas un problème pour la presse du XVIII<sup>e</sup> siècle ou de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, toute entière vouée à l'expression d'opinions, au débat d'idées constitutif de l'espace public. Elle le devient avec l'essor de la grande presse et le développement de l'information. La grande presse se voit rapidement contrainte d'observer une neutralité ajustée à ses ambitions marchandes. Comment faire pour déplaire au moins grand nombre de lecteurs potentiels, à défaut de pouvoir plaire à tous ? Tel est alors, formulé en termes de marché, l'enjeu de l'objectivité journalistique<sup>1</sup>.

De nombreux analystes ont d'ailleurs montré que cette mise en avant de l'objectivité est due pour partie aux phénomènes de concentration qui sont déjà à l'œuvre à ce moment, particulièrement aux États-Unis, et pour partie (les deux phénomènes sont bien sûr reliés) à la volonté des éditeurs de rassembler le public le plus large dans le but d'augmenter les profits des entreprises de presse, la rentabilité devenant un critère de gestion déterminant<sup>2</sup>. Mais au-delà de ces analyses, souvent très marquées idéologiquement, il importe de rappeler la dimension subjective de la presse écrite, qui s'impose d'abord comme un lieu d'affirmation pour des personnalités qui ne craignent pas d'afficher leurs positions. Cela se manifeste, par exemple, dans le genre de l'éditorial, originellement très marqué du point de vue de l'énonciation.

### L'ÉVOLUTION DE L'ÉDITORIAL

L'éditorial, qui se situe dans la filiation de la polémique, fréquente au XIX<sup>e</sup> siècle, présente une évolution significative du déclin de la presse d'opinion. Les

1. Daniel Cornu, *Journalisme et vérité. Pour une éthique de l'information*, Genève, Labor et Fides, coll. « Le Champ éthique », 1994, p. 203.

2. Sur ces débats et leur évolution plus récente, cf. Benoit Grevisse, « Les héritiers de la presse d'opinion. Le journaliste est-il toujours un acteur de l'espace public ? », in F. Antoine (dir.), *Coupures de presse. Disparition de La Cité et survie des médias d'opinion*, Louvain-la-Neuve, Academia Bruylant, coll. « Médias et Société », 1996, pp. 105-116.

manuels de journalisme définissent l'éditorial d'après le modèle classique du genre, c'est-à-dire tel qu'il était pratiqué au XIX<sup>e</sup> siècle. Selon ces manuels, l'éditorial est un article dans lequel l'auteur prend position, mêlant argumentation classique et engagement passionnel en un style recherché ; il engage non seulement son auteur, mais aussi la direction du journal ; c'est dire que le sujet de l'éditorial doit constituer un enjeu ; c'est pourquoi cet article se trouve en tête de journal et qu'il ne paraît pas de manière systématique.

Si on confronte un corpus d'articles de journaux français et belges au modèle éditorial, force est de constater que ce dernier est aujourd'hui périmé. En effet, la comparaison révèle que les éditoriaux se déploient pour partie selon ce modèle, mais aussi qu'ils y contreviennent de manière importante<sup>3</sup>. Les choix topographiques, le taux de présence, les intitulés de l'article et de la rubrique dans laquelle il s'insère ainsi que le mode de signature varient sensiblement d'un journal à l'autre. Néanmoins, l'évaluation quantitative indique que, malgré ces variations ou le non-respect des règles prototypiques, la fonction éditoriale reste présente dans les journaux, et bien davantage que ne le laissent croire les manuels de journalisme ; simplement, elle est émoussée. Le nombre considérable d'articles à vocation éditoriale va de pair avec l'affaiblissement du double rôle d'opposition polémique et de protestation solennelle dont l'éditorialiste se sentait investi au XIX<sup>e</sup> et dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. L'altération du genre — le recul des éditoriaux vers les pages intérieures, leur signature par des journalistes qui n'assument plus nécessairement des fonctions de responsabilité dans le journal, la banalisation engendrée par leur systématisation — peut être attribuée à des causes externes (l'évolution des rapports et des conflits sociopolitiques au sein de la société) et internes (l'importance toujours moindre de la presse écrite, notamment de la presse d'opinion, dans un système médiatique dominé par l'audiovisuel). Chose certaine, le fait même qu'un quotidien intitule « Commentaire » une rubrique à vocation éditoriale, est significatif.

Les éditoriaux du XIX<sup>e</sup> et de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle faisaient de l'implication leur particularité. L'histoire des genres journalistiques, liée à l'évolution de la presse et à celle de la société, explique pourquoi l'éditorial a longtemps constitué ce lieu depuis lequel le journaliste, ou « la rédaction » d'un journal, affirmait publiquement son engagement. La prise en considération des marques énonciatives permet, quant à elle, de comprendre pourquoi l'éditorial a pu être considéré comme le lieu par excellence de l'engagement. En effet, si l'on prend

---

3. Cf. A. Dubied et Marc Lits, « L'éditorial. Genre journalistique ou position discursive ? », *Pratiques*, n° 94, juin 1997, pp. 49-61.

quelques éditoriaux du XIX<sup>e</sup> siècle, tels que les évoque Thomas Ferenczi<sup>4</sup>, on constate que les déictiques nombreux permettent d'identifier le genre. Ces déictiques ne font pas défaut quand Zola, à la fin de son pamphlet *J'accuse*, publié dans *L'Aurore* du 13 janvier 1898, s'exclame : « L'acte que j'accomplis ici n'est qu'un moyen révolutionnaire pour hâter l'explosion de la vérité et de la justice. [...] Qu'on ose donc me traduire en Cour d'assises et que l'enquête ait lieu au grand jour ! J'attends. ». Or, ce ton-là est singulièrement absent de la presse écrite aujourd'hui. Faut-il, pour rechaper la notion de fonction éditoriale, chercher à reconsidérer le fonctionnement des déictiques dans l'éditorial, voire dans tout texte de presse ?

Nous considérons plutôt qu'un pôle énonciatif affiché est un révélateur d'engagement. Nous croyons que si les déictiques sont relativement absents des éditoriaux contemporains, c'est que le genre a perdu sa dimension discursive engagée. En cela, l'éditorial suit l'évolution d'un genre littéraire qui lui est proche, l'essai. Marc Angenot a bien montré que certains essais, qu'il appelle « essais-diagnostic » ou « essais cognitifs », tentent aussi de prendre un point de vue objectif : par effacement de l'énonciateur, certes, mais aussi en procédant à des généralisations abusives, en faisant usage d'abstractions métaphorisées ou en posant des jugements de valeur non fondés. Pour Angenot, « l'essai cognitif est fréquemment un pamphlet honteux qui se dissimule derrière un langage institutionnel, alors même qu'il a perdu son pouvoir persuasif »<sup>5</sup>.

Ainsi, l'effacement actuel du pôle énonciatif dans l'éditorial doit être considéré comme le signe d'un glissement : de la catégorie du discours vers la catégorie de l'histoire, au sens où Benveniste emploie ce terme. Dans une société de consensus, où l'affrontement direct est remplacé par le compromis négocié, les textes engagés semblent démonétisés. Le ton de Zola est singulièrement absent de la presse écrite aujourd'hui, sauf quand celle-ci ouvre ses colonnes à des personnalités extérieures au journal, auxquelles elle laisse dès lors l'entière responsabilité de leurs propos.

#### LES INTELLECTUELS ET L'ARGUMENTATION

Deux autres traits particuliers, reliés entre eux, découlent en effet de la fonction première de la presse écrite : la présence d'intellectuels qui s'expriment par le

4. Thomas Ferenczi, *L'Invention du journalisme en France. Naissance de la presse moderne à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Plon, 1993.

5. Marc Angenot, « Remarques sur l'essai littéraire », *La Parole pamphlétaire. Typologie des discours modernes*, Paris, Payot, 1982, p. 56.

truchement de ses colonnes, et l'importance du débat, de la confrontation d'idées. Aujourd'hui, il semble que l'engagement ne soit plus à chercher du côté des journalistes, tenus à l'objectivité et à la neutralité, mais qu'il se manifeste plutôt par des prises de parole que nous qualifierons de « périjournalistiques » : courriers des lecteurs, tribunes laissées à des experts ou à des intellectuels, débats entre invités, etc. Les « périjournalistes » se livrent à des tentatives d'interprétation ou d'analyses à chaud, ils placent un événement sous un éclairage historique ou contextuel, ils font bénéficier le plus grand nombre de leurs connaissances en des matières très spécialisées. Mais ce peut être parfois pour des raisons moins avouables qu'on les convoque : le recours à des professionnels du débat contradictoire pour entretenir une polémique payante en fait d'audience (dans le même média ou d'un média à l'autre) ; le recours à un expert pour qu'il présente les analyses que le journaliste ne peut faire lui-même ou qu'il ne veut pas assumer.

Ainsi, le journaliste délègue à l'intellectuel le rôle de construction de l'opinion. Si bien que l'intellectuel, qui appartient à une catégorie particulièrement floue *a priori*, se définit par cette fonction d'intervention publique. C'est ce qu'analyse Edgar Morin quand il observe que l'intellectuel « s'auto-institue comme intellectuel en intervenant sur le forum, en traitant de problèmes fondamentaux, de la vérité, de la justice, de la société, de la politique, etc. »<sup>6</sup>. Le journaliste, davantage que par le passé, se cantonne dans un rôle de témoin, ou d'observateur, pour reprendre le titre d'un hebdomadaire français. S'il appartient historiquement, sociologiquement et culturellement à la classe intellectuelle<sup>7</sup>, il va néanmoins se tourner vers celui qui peut tenir une parole à la fois critique et engagée pour tenter de donner sens à l'information : l'expert, pris dans un rôle d'intellectuel médiatique et engagé. Dès lors, on pourrait tenir que la fonction de l'intellectuel l'oblige à allier éthique de la conviction et éthique de la responsabilité, dépassant ainsi la dichotomie posée par Max Weber. S'il est un clerc, il doit à la fois avoir des convictions et assumer, en fidélité à celles-ci, un engagement responsable. À cet égard, le cas Zola a valeur exemplaire. C'est en publiant son *J'accuse* dans *L'Aurore* que Zola se pose comme intellectuel (et c'est bien au moment de l'affaire Dreyfus que se constitue en France cette classe intellectuelle). Désormais, l'intellectuel est celui qui parle, et son silence (tout autant que son allégeance aux courants de pensée dominants) peut être considéré comme coupable. Julien Benda aura beau qualifier de « trahison des

6. Edgar Morin, « La classe intellectuelle et les trois cultures », *Revue européenne des sciences sociales/Cahiers Vilfredo Pareto*, t. XXVIII, n° 87, 1990, p. 59.

7. À laquelle il rêve toujours d'être associé, par exemple par la publication de livres, comme l'analyse Rémy Riefel dans *L'Élite des journalistes*, Paris, PUF, coll. « Sociologie d'aujourd'hui », 1984.

clercs» le mouvement des intellectuels qui sortent de leur tour d'ivoire, il n'arrêtera pas ce choix de l'engagement.

L'intellectuel parle, il écrit surtout, pour affirmer ses positions ou pour contrer celles de ses collègues, construisant désormais un espace public beaucoup plus éclaté qu'auparavant, espace que Patrick Charaudeau définit ainsi :

[...] une réalité empirique composite faite de pratiques de paroles, d'actions, d'échanges, d'organisation en groupes d'influences, dans laquelle se trouvent plusieurs instances qui s'entrecroisent et s'influencent, telle l'instance du politique, l'instance de la citoyenneté et l'instance des médias. Cet espace public n'est donc pas une entité homogène qui existerait et signifierait en soi. Il dépend, pour sa signification, du regard qui est posé sur lui par chacune de ces instances, c'est-à-dire des discours qui essayent de le rendre intelligible<sup>8</sup>.

Mais cet engagement passe surtout par l'écriture. Comment l'opinion peut-elle se construire lorsque ces médias écrits cèdent la place aux médias audiovisuels et électroniques ?

### L'ÉVICTION DE LA PRESSE ÉCRITE

Progressivement, la presse écrite perd son public au profit des autres médias, et la presse d'opinion davantage que la presse moins engagée. En France, par exemple, entre 1939 et 1945, plus de 1 100 périodiques clandestins sont publiés<sup>9</sup> ; parmi eux on trouve *Liberté* ou *Vérités*, mais aussi *Combat*, qui voit le jour en 1941. Cette presse veut, après la guerre, à la fois défendre des opinions très clairement marquées, fondées sur les valeurs d'un groupe politique ou social à l'engagement déclaré, mais elle veut aussi toucher l'opinion, voire l'influencer, sinon la construire. La qualité des articles d'analyse et de réflexion, les grandes signatures qui apparaissent dans *Combat* (Sartre sporadiquement, Camus, Aron, Vian, Mounier, Grosser, plus tard Louis Pauwels et Philippe Tesson) n'empêchent pas celui-ci de perdre régulièrement une part significative de son lectorat. Tiré à 180 000 exemplaires en 1944-1945, il descend déjà à 120 000 en 1946, à 90 000 en 1949, à 70 000 en 1951, à 60 000 avec 30% d'invendus en 1959, et à moins de 10 000 en 1974, année de sa mort. Comme si la normalisation progressive de la

8. Patrick Charaudeau, *Le Discours d'information médiatique*, Paris, Nathan/INA, coll. « Médias- Recherches », 1997, p. 146.

9. Yves-Marc Ajchenbaum, *À la vie, à la mort. L'histoire du journal Combat. 1941-1974*, Paris, Le Monde Éditions, 1994, p. 23.

situation politique, le repositionnement vers les blocs gauche/droite et la dissolution concomitante des idéaux de la Résistance éloignaient les lecteurs d'un titre qui se voulait indépendant des clivages politiques traditionnels. Le 30 août 1974, sous le titre « Silence, on coule ! », l'éditorial évoque « la fin d'une très digne aventure, mais aussi la sanction impitoyable du système économique où nous vivons ».

Le grand mot est lâché : l'économie. L'économie de marché serait-elle meurtrière, les conditions de production et surtout les seuils de rentabilité l'emportant sur les motivations d'information et de formation démocratique ? Et le serait-elle doublement, puisque l'économie libérale s'est instaurée en mode de pensée majoritaire, sinon unique, au détriment des voix divergentes ? Autant de questions sur les rapports entre l'opinion et le marché et sur la place de l'engagement dans une société désenchantée. Après cette réflexion globale, il faudra cependant aussi examiner ces autres binômes antagonistes que sont la télévision et la presse écrite, l'émotion et l'analyse, le témoignage et l'éditorial, la priorité au direct et la distance critique.

Plusieurs philosophes considèrent que les années Soixante-dix marquent l'émergence d'une période, celle de la postmodernité. Sans reprendre ici les thèses amorcées par Jean-François Lyotard, développées par Gianni Vattimo ou Aaron Kibedi-Varga et discutées par Luc Ferry<sup>10</sup>, on peut en retenir deux éléments intéressants pour notre propos. Premièrement, la relativisation des grands systèmes de légitimation, qui entraîne une forme de désenchantement : il faut trouver une nouvelle voie qui ne s'oppose pas au pouvoir (ce serait remplacer un pouvoir par un autre), mais qui triche avec lui. On quitte donc les sphères du politique et du rationalisme scientifique pour atteindre une esthétique généralisée. Deuxièmement, le rôle central des médias dans ce dispositif. Gianni Vattimo affirme :

a) que les mass media jouent un rôle déterminant dans la naissance d'une société postmoderne ; b) qu'ils caractérisent cette société non comme société plus « transparente », plus consciente de soi, plus « éclairée », mais comme société plus complexe, voire chaotique ; et enfin c) que nos espoirs d'émancipation résident justement dans ce « chaos relatif »<sup>11</sup>.

Mais les médias ne se réduisent bien sûr plus, et de loin, à la seule presse écrite, nous y reviendrons.

10. Cf. Jean-François Lyotard, *La Condition postmoderne. Rapport sur le savoir*, Paris, Minuit, 1979 ; Aaron Kibedi-Varga, *Littérature et Postmodernité*, Groningue, C.R.I.N., 1986 ; Luc Ferry, *Homo aestheticus. L'invention du goût à l'âge démocratique*, Paris, Grasset, 1990 ; Gianni Vattimo, *La Société transparente*, Paris, Desclée De Brouwer, 1990.

11. Gianni Vattimo, *La Société transparente*, op. cit., p. 13.

Ce désenchantement du monde, le journaliste Jean-Claude Guillebaud le lie lui aussi au reflux des grands systèmes idéologiques et à la distance prise par une génération d'intellectuels dont la dénonciation de la « pensée bourgeoise » était imprégnée d'une ritualisation magique qui empêchait tout regard critique. Il faudra toute la décennie des années Soixante-dix pour sortir « de trois grandes périodes manichéennes : fin de l'après-guerre, fin du “péché” colonial, fin de l'affrontement bipolaire entre l'Est et l'Ouest »<sup>12</sup>. Cette liquidation des oppositions manichéennes a entraîné la fin des « maîtres-penseurs » dénoncés par André Glucksmann, mais elle sonne aussi la disparition des conflits d'opinion. Quand la lutte des classes est reléguée dans les poubelles de l'histoire, meurent avec elle les lieux où se développaient les querelles de chapelle, à savoir essentiellement la presse imprimée, dont on peut dire qu'elle vivait de ces tensions antagonistes.

Face à cette concentration imposée par les lois du marché, et au moment où les sous-groupes se diversifient en se référant à des choix de vie (plutôt qu'à des idéologies) toujours plus éclatés, le paradoxe de la presse d'opinion atteint son sommet. En effet, pour Thoveron et Nobre-Correia, « il y a donc plus d'opinions organisées alors qu'il y a moins de quotidiens »<sup>13</sup>. Certains éditeurs pensent dès lors « résoudre le problème en passant du *pluralisme externe* (à une opinion correspond un journal) au *pluralisme interne* (plusieurs opinions s'expriment dans un même journal) »<sup>14</sup>. Ces deux auteurs adoptent alors le point de vue de Nicolas Will, pour qui le journal ne présente plus une opinion (la sienne) au lecteur, mais lui offre un panachage de l'ensemble des opinions susceptibles d'être imaginées par tous les lecteurs. Il est vrai que si l'on observe, par exemple, la page 2 d'un journal comme *Le Soir*, qui se déclare indépendant ou neutre, on y trouve l'affirmation d'opinions assurées, tant dans les caricatures de Royer (peu d'études ont mesuré l'impact de ce type d'expression généralisée dans les quotidiens sur la formation de l'opinion), que dans le courrier des lecteurs, les « cartes blanches », les éditoriaux ou la rubrique d'interviews. Autant de manifestations d'engagement qui se fondent sur une argumentation mêlant analyse politique et sensibilité personnelle, mais qui ne sont pas reliées à l'opinion du journal.

Ce glissement est concomitant du passage de la presse au médiatique, de l'information vers la communication, de l'analyse critique vers le spontanéisme de l'émotion. Pour parler en termes de journalisme, le microtrottoir et le témoignage ont remplacé la fonction éditoriale.

12. Jean-Claude Guillebaud, *Les Années orphelines. 1968-1978*, Paris, Seuil, 1978, p. 88.

13. Gabriel Thoveron et José-Marie Nobre-Correia, « Concentration de presse et contenu du journal », *La Revue Nouvelle*, t. LXVI, n° 9, sept. 1977, p. 174.

14. *Ibid.*, p. 180.

## LE CHOC DES IMAGES CONTRE LE POIDS DES MOTS

On sait que les codes et les supports conditionnent aussi un certain type de messages. Tous les analystes des médias notent que les canaux de diffusion impriment leur marque sur le traitement de l'information. Dominique Wolton le souligne également, au début d'un article paru dans le *Nouvel Observateur* du 17 octobre 1991 :

Journalistes de radio, télévision et presse écrite ont-ils encore quelque chose en commun ? Apparemment non, si l'on regarde les trois mots couramment utilisés pour caractériser leurs activités : réflexion pour l'écrit, témoignage pour la radio, émotion pour la télévision. Ils indiquent nettement un rapport de force, une hiérarchie que les intéressés ne sont plus prêts à accepter.

Régis Debray a rappelé dans son *Cours de médiologie générale*, que « le support est ce qui se voit le moins et qui compte le plus »<sup>15</sup>. L'information n'est pas la même en système digital qu'en mode analogique. Les cérémonies rituelles auxquelles la collectivité prend part à l'occasion de décès de personnalités politiques prennent une dimension autre parce qu'elles sont télévisées, l'image amplifiant le partage de l'émotion, autrement et avec plus de force que ne peut le faire un texte. Et à cela, il faut ajouter les effets dus à la transmission en direct et à la spectacularisation de l'événement. La télévision, de plus, construit ses programmes en fonction de l'audience la plus large et évite donc de proposer des choix risquant de heurter une part de son public, ce qui pourrait l'amener à zapper vers une autre chaîne. Cet ensemble d'éléments, constitutifs de la mise en scène télévisuelle de l'information, ne favorise guère le débat d'idées, au-delà d'affrontements judicieusement construits autour de thèmes choisis pour leur aspect spectaculaire plutôt que pour leurs enjeux démocratiques. C'est à cette conclusion qu'aboutit également Jean de Munck quand il discerne dans l'image télévisuelle « la victoire du "comme" sur le "parce que" », ce qui l'entraîne à réfléchir à de nouvelles stratégies éditoriales faisant « valoir un autre mécanisme cognitif que celui des analogies et de la sensiblerie dans un monde saturé d'images »<sup>16</sup>.

Les médias favorisent en outre des effets de simplification et d'uniformisation du discours intellectuel. Avec un poids énorme, comme en témoigne le professeur Xavier Seron :

---

15. Régis Debray, *Cours de médiologie générale*, Paris, Gallimard, 1991, p. 195.

16. Jean de Munck, « Recommencer », *La Revue Nouvelle*, t. CII, n° 10, oct.1995, p. 131.

La mise à l'épreuve de la presse constitue souvent une rencontre redoutable. Le journaliste aimerait présenter à ses lecteurs des interprétations fortes, une clé définitive d'analyse, un éclairage qui clôturait l'incertitude, un titre qui frappe et qui résume l'événement<sup>17</sup>.

Quand le journaliste dispose d'une minute trente pour un sujet de journal télévisé, il ne peut guère permettre à son interlocuteur de développer une pensée complexe, d'argumenter son raisonnement, de conclure sur un aveu d'incertitude peu télégénique. La seule discussion possible doit alors se situer dans le registre de la polémique.

Ce qui explique les propos vengeurs de Pierre Bourdieu lorsqu'il évalue le rôle dialogal de la télévision. Certes, il estime que certains intellectuels y trouvent leur compte, puisqu'ils obtiennent là « un lieu d'exhibition narcissique »<sup>18</sup>. Mais il estime que le média n'autorise aucun espace de discussion et d'argumentation. On pourrait lui rétorquer qu'une meilleure connaissance de la grammaire télévisuelle, la maîtrise des règles du jeu médiatique, lui permettrait d'occuper cet espace. Mais alors, il est donc vrai qu'il faut accepter de se mouler dans le format imposé par le support — quel sens y a-t-il à tenir en télévision un discours long et abscons dont l'impact social sera nul ? Il ne s'agit pas de réduire le média, particulièrement télévisuel, à « un instrument d'oppression symbolique », comme le prétend encore Bourdieu, mais plutôt d'encourager l'expert à « aller parler à la télévision, mais sous certaines conditions ». Non selon la logique du sociologue qui veut imposer unilatéralement son discours savant à un système de communication qui ne peut l'intégrer, mais en construisant son intervention en fonction du support et du public.

Mais cela suppose d'accepter qu'une argumentation puisse se construire dans un système analogique au même titre que dans un système digital. Ce qui n'est pas certain, si l'on suit les hypothèses de Jean-Marc Ferry. Pour lui, « le monde vécu n'est plus, dans nos sociétés modernes, le seul milieu de reconnaissance des individus »<sup>19</sup>. Au contraire, ceux-ci « ont sans cesse affaire avec le système comme avec une autre réalité », et l'un de ces systèmes, à côté de nombreux autres tels les systèmes monétaire, bureaucratique, juridique, est le « système médiatique », qui s'inscrit avec les systèmes pédagogique et scientifique au sein du « complexe socioculturel ». Ce système médiatique organise désormais notre « espace public », dans la mesure où il « médiatise la communication des sociétés avec elles-mêmes et entre elles »<sup>20</sup>, autant

17. Xavier Seron, « L'à-propos de Mme Dutroux », *Le Soir*, 4 sept.1997, p. 2.

18. Pierre Bourdieu, *Sur la télévision*, Paris, Liber, coll. « Raisons d'agir », 1996, p. 11.

19. Jean-Marc Ferry, *Les Puissances de l'expérience*, Paris, Cerf, coll. « Passages », 1991, t. 2, p. 18.

20. *Ibid.*, p. 70.

de manière horizontale (à travers l'espace) que verticale (par intégration du donné historique). Et s'il balaie toujours plus largement l'horizon de référence dans lequel nous sommes plongés, il le fait aussi d'une autre manière qu'auparavant. D'une part, il s'aventure de plus en plus dans la sphère privée, livrant sur la place publique ce qui, auparavant, n'était même pas abordé dans le cercle familial ; de l'autre, il accorde la priorité aux images visuelles et sonores, ce qui modifie « complètement, du côté de la réception, les conditions de la reproduction culturelle des sociétés »<sup>21</sup>. Alors que le langage nous permettait jusqu'il y a peu d'établir le contact avec le monde vécu, désormais, « le public construit un aspect de son identité sur des messages dont une partie importante n'est pas d'emblée explicitée dans les formes symboliques et grammaticales du discours verbal ». Le média nous impose donc sa grammaire et ses textes sans contexte, ce qui entraîne à la fois la passivité et l'impossibilité de l'évaluation critique. Bien sûr, cela peut rendre la communication plus accessible, car elle devient quasi immédiate ; bien sûr, les récits en images contiennent une certaine narrativité ; bien sûr, cela peut à terme « constituer un fonds commun d'images mentales qui fonctionneront dès lors comme des signes de reconnaissance à travers les communautés de réception » ; mais cela suppose que le système pédagogique prenne en charge la formation des jeunes générations au décodage de ces nouveaux modes communicationnels. En effet, ces images émises, et reçues, de manière brute ne peuvent établir de relation d'intersubjectivité, puisque « pour qu'il y ait récit, il faut que le texte émis ait été reçu puis mis en forme par un sujet ; mais pour qu'il y ait sujet, il faut le matériel symbolique qui constitue le *répondant* susceptible d'élaborer le texte en récit »<sup>22</sup>. Nous revenons ainsi au principe d'identité narrative défendu par Ricœur, et que Ferry ne voit pas en œuvre dans la simple réception d'images médiatiques. Le système médiatique n'assurerait donc qu'une fonction culturelle « subsidiaire et auxiliaire ».

### LE CHOC DU DIRECT OU LE TEMPS DE LA RÉFLEXION

L'opinion et l'expression de l'opinion se transforment donc radicalement selon le média utilisé. Et quand des avancées technologiques modifient les conditions d'émission, les expressions évoluent également. La guerre du Golfe fut ainsi le premier grand spectacle d'information télévisuelle en temps réel, ce qui eut des effets encore mal mesurés sur le spectateur. Outre « la forme de panique provoquée par le spectacle même de la fausse proximité d'une information *en direct* »<sup>23</sup>, ce

---

21. *Ibid.*, p. 73.

22. *Ibid.*, p. 78.

23. Paul Virilio, *L'Écran du désert. Chroniques de guerre*, Paris, Galilée, 1991, p. 190.

type d'émissions engendra de nouveaux rapports de temporalité avec l'information médiatique et sa spectacularisation. Dès ce moment, l'objectif des médias, qui consistait à informer le plus vite possible le public *après* que survienne un événement, fut remplacé par cette exigence inimaginable jusqu'il y a peu : l'événement doit si possible être médiatisé *pendant* qu'il se déroule. Les moyens techniques de captation et de transmission le permettent, le public y a pris goût, voilà donc le nouveau mode d'information. Comme le dit Baudrillard, « la guerre implose en temps réel, l'histoire implose en temps réel, toute communication, toute signification, implose en temps réel »<sup>24</sup>.

Dès lors que le temps de l'information est devenu concomitant de l'événement, dans quelle mesure les émissions d'information peuvent-elles encore permettre une véritable appropriation, une reconfiguration au sens où l'entend Ricoeur dans sa troisième mimésis ? Voilà l'une des conséquences directes de la transformation radicale de la temporalité médiatique, où la saisie brute des témoignages ne laisse pas le temps à la reconstruction identitaire. L'urgence fait office d'analyse et empêche toute forme de réflexion. Quel besoin, alors, d'encre développer des débats d'idées, puisque les sujets qu'ils abordent sont déjà balayés par le surgissement d'autres événements médiatisés ?

Dans cette nouvelle organisation du paysage médiatique, que l'on peut bien sûr regretter mais dont il faut tenir compte, y a-t-il encore une place pour l'expression d'opinions contradictoires ? L'opinion ne se circonscrit-elle pas à cette espèce de pensée moyenne telle qu'elle est saisie par les sondages dont la multiplication (1 021 sondages publiés dans la presse française en 1993 et 1 053 en 1994) tient lieu d'analyse sociale ? L'opinion désormais, pour Francis Balle, est plus proche de la *doxa* platonicienne (« croyance à mi-chemin entre l'erreur et la vérité plutôt qu'aboutissement d'une réflexion individuelle ou collective »<sup>25</sup>) que du *public spirit* qui « résulte de la réflexion privée et de la discussion publique sur les intérêts communs »<sup>26</sup>. L'opinion publique n'a désormais plus guère de rapport avec le concept forgé par Jean-Jacques Rousseau en 1762, elle est déterminée par les sondages qui font passer des appréciations pour des opinions<sup>27</sup>. Dès lors, l'opinion publique est prise dans un double jeu de miroirs, puisqu'elle cherche ses références dans des médias toujours plus envahissants, mais qui veillent surtout à donner à l'opinion « une image du monde normalisée... en fonction de l'opinion »<sup>28</sup>.

24. Jean Baudrillard, *La Guerre du Golfe n'a pas eu lieu*, Paris, Galilée, 1991, p. 48.

25. Francis Balle, *Le Mandarin et le Marchand*, Paris, Flammarion, 1995, pp. 86-87.

26. *Ibid.*, p. 87.

27. Cf., sur cette question, Patrick Champagne, *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Paris, 1990.

28. Francis Balle, *Le Mandarin et le Marchand*, *op. cit.*, p. 94.

Le constat, pour Balle, devient amer :

[...] les médias propagent un conformisme de bon aloi, plongeant chacun d'entre nous dans l'éphémère. [...] Jamais l'opinion n'a été aussi éloignée qu'aujourd'hui de celle que les acteurs de la Révolution française avaient consacrée, après l'avoir pensée : une opinion délibérante, précédée et prolongée par une information aussi complète que possible, et, de surcroît, intelligible par le plus grand nombre<sup>29</sup>.

Il faut peut-être nuancer cette vision négative. En rappelant d'abord que la presse d'opinion n'a jamais été majoritaire dans le monde de l'information, et qu'elle n'a jamais touché qu'un public restreint (intellectuels de profession, personnes engagées dans des groupes militants de type syndical, politique, associatif, etc.). Cette tranche de la population se replie vers d'autres lieux de discussion, dans certaines émissions de télévision où se jouent les débats politiques, comme *L'Heure de vérité* sur Antenne 2. Son animateur, François-Henri de Virieu, considère qu'elle « a été le cadre de la majorité des événements politiques de la décennie 80 »<sup>30</sup>. Il voit dans cette émission une « nouvelle forme de démocratie où le peuple souverain s'exprime de moins en moins par ses bulletins de vote et de plus en plus par la pression de son jugement, de sa pensée, de son opinion »<sup>31</sup>. L'opinion y est d'ailleurs évaluée en direct, par un sondage à chaud de la SOFRES, première forme d'interactivité télévisuelle qui, selon de Virieu, enlève aux hommes politiques leur situation d'autorité pour les mettre en confrontation directe avec le public. Cela n'empêchera pas son émission de passer en fin de soirée dès janvier 1990, puis le dimanche midi, tranches horaires réservées à un public plus ciblé. Ce qui est le cas de *Polémiques* sur France 2, ou des émissions de fin de soirée comme *Le Cercle de minuit*.

Le débat d'opinion se réfugie aussi dans les pages d'idées des journaux plus ou moins engagés, dans certains journaux d'analyse politique qui affichent leurs choix de société (*Le Monde diplomatique*, par exemple), dans des journaux du monde associatif ou dans des revues mensuelles, dans des forums de discussion en interaction directe, sans médiatisation.

### INTERNET, UN NOUVEAU FORUM ?

La question cruciale est de savoir si ces formules de contournement sont suffisantes, si une opinion, donc un débat politique au cœur de la cité, peut se construire

29. *Ibid.*, p. 96.

30. François-Henri de Virieu, *La Médiacratie*, Paris, Flammarion, 1990, p. 55.

31. *Ibid.*, p. 57.

en dehors ou à la marge du système médiatique, au moment où celui-ci occupe une place centrale dans le dispositif social. Il semble que non, et il est significatif de constater que ces lieux se reconstruisent déjà dans les nouveaux médias. Sur Internet, parmi les lieux les plus fréquentés, se trouvent des forums de discussion qui ouvrent le débat et la confrontation autour de thèmes de société. Ces nouvelles agoras électroniques montrent que l'hypothèse des tactiques de braconnage, de bricolage dans les superstructures mises en place par le pouvoir, telles que les décrit Michel de Certeau<sup>32</sup>, garde tout son sens. Reste à voir si l'on peut se contenter de ces stratégies militantes ou si certains groupes rassemblés pour la défense d'une opinion engagée et certains acteurs du monde des médias ne doivent pas s'associer pour proposer de nouveaux médias d'opinion, sensibles à la fois aux évolutions sociologiques et au développement des nouvelles technologies de l'information. Ainsi, la mort de la presse d'opinion ne sonnerait pas le glas de la pensée libre en action, mais seulement celui d'une voie de médiatisation des opinions devenue obsolète.

Il semble donc nécessaire d'explorer des voies nouvelles pour redonner voix aux opinions. C'est aux journalistes d'y veiller, suggère John Pilger dans *The Sidney Morning Herald* quand il déplore « la disparition d'une véritable opposition et du pluralisme » en Australie, parce que le débat a disparu des médias. Dès lors, « la conclusion qui s'impose à nous, gens des médias, est d'une éclatante simplicité : nous devons nous mettre au service de la population et non du pouvoir. Une évidence, et pourtant... »<sup>33</sup>. Pilger évoque là le modèle venu des États-Unis d'un *civic journalism* ou d'un *public journalism* dont les limites ont déjà été éprouvées. À servir de simple relais ou de porte-parole des opinions du groupe dans lequel il s'insère, le journaliste perd rapidement sa spécificité et sa fonction sociale. Les tentatives qui ont émergé en ce sens en Belgique, au lendemain du traumatisme causé par l'affaire Dutroux, ont rapidement montré leurs limites<sup>34</sup>. Plutôt donc que de chercher à rénover une presse écrite qui ne construit plus une opinion mais se contente de compiler des points de vue juxtaposés, ou d'espérer construire des débats argumentés dans les médias audiovisuels, qui sont technologiquement et ontologiquement organisés selon d'autres logiques, il faut vérifier dans quelle

32. Michel de Certeau, *L'Invention du quotidien. 1. Arts de faire*, Paris, Gallimard, coll. « Folio Essais », n° 146, 1990.

33. John Pilger, « Rupert Murdoch, l'empire de la pensée unique », repris in *Courrier international*, n° 272, 18 janv. 1996, p. 21.

34. Cf. Frédéric Antoine et Laurence Mundschauf, « D'un journalisme de la distance à un journalisme d'adhésion ? », in Benoît Grevisse, *L'Affaire Dutroux et les médias. Une « révolution blanche » des journalistes ?* Louvain-la-Neuve, Academia Bruylant, coll. « Médias et Société », 1999, pp. 15-52.

mesure une structure médiatique comme Internet permet de reconstruire un débat d'opinion où se confrontent des énonciateurs engagés.

Ce nouveau média (ou cette nouvelle technique de communication, pour éviter d'entrer dans le débat sur le caractère médiatique ou non d'Internet) permet de soulever différentes questions relatives au rôle du support dans la construction de l'opinion. Questions plus intéressantes que celles des contenus, tant ceux-ci y sont diversifiés. Si certains considèrent que la presse écrite et la télévision, régis par des critères d'audience et de rentabilité, ne sont plus des lieux d'information et de débat parce que le spectacle y occupe la part centrale et qu'y règne l'*infotainment*, la critique peut être retenue aussi contre les contenus diffusés sur le Web. Le divertissement, les jeux, les offres commerciales en constituent une part majeure, et ce qui relève de l'information ou du débat d'idées y est assez marginal. Ce n'est donc pas là que se construit un espace public au sens traditionnel du terme.

Le support lui-même soulève en revanche de nouvelles questions, notamment par son dispositif alliant textes et images à l'écran. Le réseau des réseaux répondrait-il aux objections de Jean-Marc Ferry quand il considère que l'image n'autorise pas les échanges intersubjectifs, dès lors que l'écran d'Internet réhabilite l'écrit, dans une circulation en temps réel. Mais il faut d'abord prendre avec précaution cette opposition souvent trop rapide entre image et écrit. Certes, des anthropologues, Jack Goody notamment, ont montré l'importance de l'écrit dans l'organisation de notre perception du monde, dans le développement de raisonnements plus rigoureux et la production du savoir. Mais d'autres contestent cette espèce de saut qualitatif de l'oral à l'écrit, rappelant que la culture grecque s'est développée dans une civilisation orale, et que la philosophie grecque n'est pas une conséquence de l'invention de l'alphabet. Ce débat entre culture orale, marquée par le mythe et le modèle narratif, et culture écrite, permettant le passage au modèle paradigmatique, donc à la logique et à l'argumentation, est loin d'être clos<sup>35</sup>. Et il ressemble assez aux discussions plus récentes sur les connaissances produites par l'écrit et par l'image. Là aussi, le système iconique est de plus en plus étudié en tant que mode de représentation et d'appropriation du réel<sup>36</sup>, et la suspicion originelle dont il est victime semble peu à peu s'estomper.

Ce n'est donc pas sous l'angle du rapport texte-image que l'analyse d'Internet considéré comme un nouvel espace public ouvert au débat semble la plus perti-

---

35. Cf. sur ces questions, D. R. Olson, *L'Univers de l'écrit. Comment la culture écrite donne forme à la pensée*, Paris, Retz, 1998 ; Jack Goody, *La Raison graphique*, Paris, Éd. de Minuit, 1979.

36. Cf. la synthèse de Jean-Pierre Meunier, « Connaître par l'image », *Recherches en communication*, n° 10, 1998, pp. 35-75.

nente, mais plutôt dans l'approche des polyphonies énonciatrices qu'il installe. C'est dans la construction et l'identification des positions énonciatives que se joue probablement un nouveau dispositif de communication, à analyser en dehors de tout discours alarmiste relevant davantage de la futurologie que de l'analyse objective. À cet égard, un rapprochement entre les déclarations catastrophistes qui ont accompagné le développement de la télévision, il y a cinquante ans, et les prophéties actuelles serait pertinent pour dénoncer l'emprise des idéologies passéistes. Les propos d'intellectuels et de philosophes (relayés par exemple dans les colonnes du *Monde diplomatique*<sup>37</sup>) s'inquiétant de la régression démocratique qu'entraîne l'arrivée d'une nouvelle technologie sont toujours à considérer avec précaution. Ils rappellent assez les inquiétudes de certains penseurs de l'Antiquité grecque craignant que le développement de l'écriture, ce nouveau média, ne condamne la mémoire de la tradition orale. Il faut donc toujours faire la balance entre les gains et les pertes occasionnés par des avancées technologiques, sans bien sûr tomber dans une admiration béate. Les risques liés au développement d'Internet existent sûrement, mais ils sont sans doute ailleurs que là où les chercheurs les identifient aujourd'hui.

Restons-en donc à cette question de la polyphonie énonciatrice, qu'il faudrait probablement relier à l'évolution de la gestion du temps, déjà évoquée plus haut, et à la logique de l'interactivité, qui donne l'illusion d'avoir prise, en temps réel, sur l'image virtuelle qui peut être modifiée par le contrôle direct (c'est-à-dire immédiat et personnel) de celui qui tient les commandes. L'interactivité aurait donc, elle aussi, à voir avec de nouvelles logiques temporelles. Le premier stade de cette interconnexion fut celui de la télécommande. Le *zapping* a en effet modifié l'acte de lecture télévisuelle, permettant au spectateur d'entrer en quelque sorte dans le programme pour le modifier à sa guise. Illusion bien sûr, puisqu'il ne peut pas changer le programme, il peut seulement en changer. Cette illusion est encore accentuée dans le développement des systèmes d'hypertexte, de réseaux interconnectés. Toutes les données du monde sont aujourd'hui accessibles en ligne directe et en temps réel depuis un terminal d'ordinateur personnel. La métaphore du pilotage est le plus souvent utilisée pour désigner la gestion de ces programmes. L'explorateur du réseau est un pilote d'avion supersonique ou de Formule 1 ; il maîtrise un engin performant, rapide et dans lequel, seul maître à bord, il défie la force d'inertie et abolit l'espace et le temps.

Cette participation est sans doute illusoire, mais elle donne le sentiment au récepteur d'information d'en être en même temps le co-producteur. L'énonciation

---

37. Cf., par exemple, le n° 46 (juillet-août 1996) de *Manières de voir*, intitulé *Révolution dans la communication*.

devient partagée, en même temps qu'elle se dilue au sein d'échanges multipolaires. Des auteurs comme Tom Koch<sup>38</sup> ou Alvin Kernan<sup>39</sup> ont montré comment le support papier a institué une certaine manière de rendre compte du réel dans le travail journalistique. L'usage du courrier électronique, de la consultation des moteurs de recherche, des listes de discussion, des informations en ligne modifie radicalement le travail des journalistes parce que ces derniers, faisant un usage différent des sources d'information, entretiennent un autre rapport au monde et en rendent compte autrement par l'écriture électronique. Le recours à Internet ne se résume pas à un apport technique ; il constitue une remise en cause radicale de l'organisation classique de la profession journalistique. Entre autres en ce qui concerne le rapport aux sources, qui est un des enjeux de base de la validité sociale de la profession. Cet enjeu se trouve en rapport direct avec la question des énonciations assumées, et ce, sous deux aspects : parce que les sources sont beaucoup plus multiples et moins fiables, et parce que chacun y a accès au même titre que le journaliste professionnel, qui perd donc sa fonction de « maître des sources » au sein de la société de l'information.

Plus fondamentalement encore, les nouvelles technologies obligent à s'interroger sur la valeur de l'information dans ce type de communication journalistique. L'accès aux instruments de recherche de l'information peut laisser présager une généralisation telle de cette pratique que la fonction journalistique en soit déposée. Cette ouverture des sources et cette multiplicité des lieux d'information pousserait la presse écrite, selon le rapport Bourdier, à retrouver sa fonction de défense et d'affrontement des opinions : « C'est ce support papier qui devrait rendre à la presse écrite sa vocation première, celle d'une presse d'idées, d'opinions et de références, indispensable au fonctionnement de la démocratie. »<sup>40</sup> Ainsi, l'usage d'Internet déclasserait le journalisme classique, il modifierait radicalement les pratiques d'écriture et de présentation de l'information, en proposant des approches plus diversifiées des sujets traités, par renvoi à des sources extérieures et à d'autres sites. Mais il permettrait aussi une interaction plus grande avec les récepteurs : rétroaction permanente, courrier des lecteurs en ligne, mesurage précis des articles lus et téléchargés...

L'hypertextualité entraîne une mutation du mode d'énonciation et, plus

---

38. Tom Koch, *Journalism in the 21st Century. Online Information, Electronic Databases and the News*, Twickenham, Adamantine Presse Limited, 1991.

39. Alvin Kernan, *Printing Technology, Letters and Samuel Johnson*, Princeton, Princeton University Press, 1987.

40. Jean-Christophe Bourdier, *La Presse et le Multimédia*, fév. 1997. Rapport établi à la demande du ministre François Fillon, p. 15.

largement, de la pragmatique de la communication journalistique traditionnelle. C'est la place respective des acteurs de la communication, leurs pouvoirs symboliques et effectifs qui se voient modifiés. L'énonciation journalistique était fondée sur la mise en forme du rapport d'un émetteur, détenteur d'informations, à un récepteur ignorant ces éléments. La communication multimédiatique rompt avec ce modèle puisqu'au monopole du savoir transmis, elle substitue une élaboration commune de ce savoir. En outre, une nouvelle cotextualité, faite de renvois explicites à d'autres textes, prend le pas sur le texte clos<sup>41</sup>.

De ces observations sur le fonctionnement encore balbutiant du journalisme multimédia, deux remarques ressortent. D'abord, l'émetteur n'est plus unique, mais se construit en relation avec son (ou ses) récepteur(s); les lieux d'émission se démultiplient au point de perdre leur identité propre. Cette première remarque pourrait augurer d'une recomposition positive des échanges discursifs, en ce sens que ces protocoles d'échange signifieraient définitivement la fin du schéma classique émetteur/récepteur au profit d'une discursivité circulaire, véritablement polyphonique, et d'une récursivité permanente des transmissions d'informations. Mais la seconde remarque tempère l'illusion de la communication non hiérarchisée, où la langue cesse enfin d'être fasciste, pour reprendre le mot de Barthes, puisque l'émetteur n'est plus le détenteur du pouvoir dans un réel échange égalitaire. En effet, ce gain relationnel est aussitôt annulé par une perte identitaire. Les renvois permanents d'une source à l'autre rendent rapidement impossible l'identification de l'instance émettrice et diluent les identités énonciatives. Les échanges peuvent se généraliser, mais à quoi servent-ils si le «tu» ne sait plus à quel «je» il s'adresse (pour reprendre le cadre intersubjectif de Ferry), ou s'il est confronté à une telle diversité de «je» qu'il ne peut plus les distinguer les uns des autres. Bien plus grave que la difficulté d'identifier les sources d'information journalistiques (ce que nous avons pris comme exemple de modification des relations instaurées par l'usage d'Internet), et plus fondamentale, est cette dissolution des rencontres identitaires. Il faut certes réapprendre à pratiquer l'argumentation et à la décortiquer derrière ses apparences les plus trompeuses pour réintroduire un véritable débat démocratique, comme le demande Philippe Breton<sup>42</sup>, mais il faut prioritairement apprendre à organiser ces échanges sans émetteur identifiable. Pour que la confrontation d'idées ait lieu, que le conflit puisse éclater de manière réelle et non virtuelle, et donc être résolu, la polémique doit se livrer à visage découvert. Le risque d'Internet n'est pas celui de la mort du sujet, mais de sa dissolution dans trop de sujets ■

41. Ces réflexions sur le journalisme d'information à l'heure d'Internet sont inspirées de l'article de Benoit Grevisse, «Journalistes sur Internet. Représentations professionnelles et modifications des pratiques», *Les Cahiers du journalisme*, n° 5, déc. 1998, Lille, ESJ, pp. 86-103.

42. Philippe Breton, *La Parole manipulée*, Paris, La Découverte, coll. «Essais», 1997.